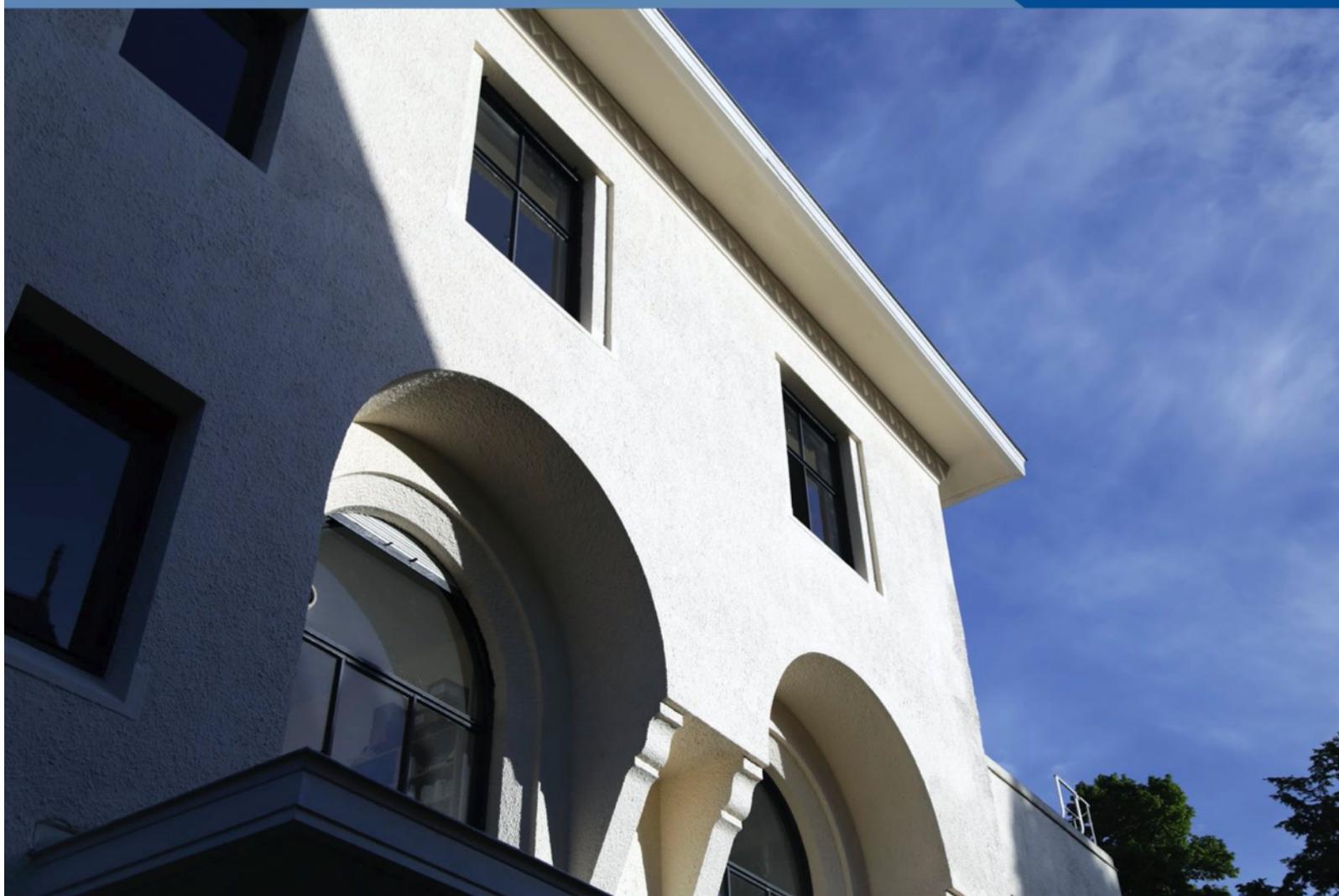


 Centre de droit européen

# RAPPORT D'ACTIVITÉS ANNÉE ACADÉMIQUE 2020-2021



ULB



  
Faculté Droit  
& Criminologie

  
iee  
INSTITUT ETUDES EUROPEENNES  
INSTITUTE FOR EUROPEAN STUDIES

# Rapport d'activités du Centre de droit européen

1<sup>er</sup> septembre 2020 – 15 octobre 2021

## Table des matières

<i>Présentation du Centre .....</i>	<i>1</i>
<i>I. Composition au cours de la période couverte .....</i>	<i>3</i>
<i>II. Activités scientifiques du centre au cours de la période couverte .....</i>	<i>5</i>
1) Thèses de doctorat au cours de la période couverte .....	5
2) Recherches sur fonds propres ou sur fonds extérieurs .....	6
3) Organisation d'évènements .....	9
4) Réseaux académiques .....	14
5) Cliniques juridiques .....	17
<i>III. Activités des membres du centre au cours de la période couverte .....</i>	<i>21</i>
1) Publications et rapports de recherches (liste non exhaustive) .....	21
2) Participations à des colloques et journées d'études (liste non exhaustive) .....	25
3) Collaborations extérieures .....	29
4) Prix, distinctions et marques de notoriété scientifique .....	30
5) Activités de coopération au développement et de vulgarisation .....	30

## Présentation du Centre

Depuis plus de 50 ans, le Centre de droit européen s'est affirmé comme un lieu d'analyse scientifique et de débat de haut niveau sur le droit européen. Le Centre a d'abord existé en tant que section juridique de l'[Institut d'études européennes](#). L'Institut a été officiellement inauguré le 27 février 1964. Il a été le fruit d'une intuition précoce des autorités académiques de l'Université libre de Bruxelles. Quelques années seulement après l'entrée en vigueur des traités de Rome, elles ont entendu créer un institut ayant pour mission d'« approfondir dans le domaine des sciences morales, politiques et économiques, les problèmes que pose la réalisation d'une Europe toujours plus unie », dans le but notamment de permettre à l'ULB de répondre aux impératifs de sa situation géographique, dans la capitale de l'Europe qui nourrissait l'ambition de tenir une place importante dans la vie européenne et internationale. L'Institut a été **conçu comme un centre à la fois d'enseignement et de recherche**. L'Institut était composé de trois sections : économique, juridique et politique.

L'Institut visait, par son enseignement, à **former des spécialistes** des questions européennes mais il entendait aussi **contribuer aux progrès de l'intégration européenne** et participer, en tant qu'institution académique, à la réflexion et au débat européen. Dès ses premières années d'existence, il s'est affirmé comme un **centre d'excellence**, principalement mais pas exclusivement, dans le domaine du droit européen, avec des personnalités incontournables telles que Walter Ganshof Van der Meersch, son premier président, Michel Waelbroeck ou Jean Victor Louis. Il s'est aussi très rapidement ouvert vers l'extérieur, tant dans l'enseignement, en accueillant des professeurs et étudiants étrangers, que dans la recherche en développant les coopérations interuniversitaires.

Au fil des années, l'Institut n'a cessé d'évoluer en parallèle avec les Communautés européennes, puis l'Union européenne. Il a su adapter sa recherche et son enseignement aux défis de la construction européenne. En 2015, le Centre succède à la section juridique de l'Institut. Il a été dirigé par [Emmanuelle Bribosia](#) de 2007 à 2019, et par [Anne Weyembergh](#) en 2019 – 2020. Depuis septembre 2020, il est dirigé par Chloé Brière. Le Centre de droit européen de l'ULB vise aujourd'hui à continuer d'accompagner par ses recherches les évolutions et défis de la construction européenne, en y apportant une analyse critique et contextuelle s'appuyant sur l'expertise et la diversité des profils de ses chercheurs.

L'équipe du centre est composée de professeur-e-s, chercheur-euse-s post-doctorants et doctorants, mais aussi de membres associé-e-s et collaborateur-ric-e-s scientifiques, dont les travaux peuvent être regroupés autour de grands domaines de recherche présentés ci-dessous :

- Un système constitutionnel fondé sur des valeurs communes et le respect des droits fondamentaux
- Un espace de liberté, de sécurité et de justice
- Un espace de régulation économique et sociale
- Un acteur sur la scène internationale

### ***Un système constitutionnel fondé sur des valeurs communes et le respect des droits fondamentaux***

L'Union européenne est aujourd'hui un système constitutionnel complexe, au sein duquel des principes clés, tels que le principe d'autonomie ou le principe de subsidiarité encadrent les travaux engagés par les acteurs européens. Les recherches menées au centre étudient les évolutions institutionnelles et la place accordée à ces principes clés dans l'ordre juridique de l'Union. Les valeurs communes à l'Union et ses États membres, parmi lesquelles la protection des droits fondamentaux, font aussi l'objet de recherches approfondies, afin d'explorer l'étendue de la protection qui leur est accordée et analyser les faiblesses

rencontrées dans leur mise en œuvre concrète. La question de la crise de l'état de droit est traitée, tant de manière générale, que de manière plus précise en se concentrant par exemple sur les atteintes à l'indépendance de la justice et leur impact sur le fonctionnement de certains instruments. Ce domaine de recherche couvre aussi de manière plus globale les questions de la protection des droits fondamentaux en Europe. Parmi les questions traitées, peuvent être mentionnées les garanties tirées de la Charte des droits fondamentaux, et la manière dont elles peuvent être mobilisées pour protéger les droits des personnes, par exemple en matière de non-discrimination.

### ***Un espace de liberté, de sécurité et de justice***

Depuis l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam et la consécration de la mise en place d'un espace de liberté, de sécurité et de justice, l'Union européenne n'a eu de cesse de développer des politiques de plus en plus avancées en la matière. Au sein du centre, cet espace est abordé principalement sous le prisme des développements en matière de politique migratoire et de droit pénal européen. Les recherches menées à propos de l'espace de justice pénale abordent l'ensemble des profondes évolutions au cours des dernières décennies avec : la mise en place d'instruments novateurs favorisant la coopération entre autorités nationales et la protection des droits des personnes accusées et suspectées, mais aussi les victimes de crime; la création d'acteurs spécialisés comme Eurojust ou le parquet européen ; ou encore la mise en place de politiques visant à prévenir et lutter contre certaines formes de criminalité, comme le terrorisme ou la traite des êtres humains, y compris en collaboration avec des partenaires extérieurs. La politique migratoire de l'Union européenne est analysée elle aussi sous une multitude de perspectives. Sont ainsi abordés la politique mise en place dans le cadre des compétences de l'Union européenne pour la gestion des flux migratoires, le respect du droit d'asile et le contrôle des frontières extérieures. Ce domaine de recherche inclut également la manière dont est encadré le mouvement transfrontalier des citoyens européens et la criminalisation qui peut être appliquée à ceux fournissant une assistance humanitaire aux migrants.

### ***Un espace de régulation économique et sociale***

L'Union européenne a été avant tout créée comme un espace économique sans frontières, pour assurer la libre circulation des marchandises, services, capitaux et travailleurs. L'harmonisation des législations au sein du marché intérieur dépasse à ce stade le simple objectif d'abolition de frontières, mais permet en outre de réguler ce marché de par diverses politiques. Parmi les recherches menées au Centre, une place importante est occupée par le droit de concurrence, que ce soit le contrôle des ententes, des abus de position dominante ou des aides d'État. Les domaines couverts par le droit européen se sont ensuite étendus, et les recherches menées au sein du centre reflètent cette évolution. Ainsi, sont analysés différents aspects de la politique économique et financière, tels que la libre circulation des capitaux, les questions liées à la gouvernance économique et le fonctionnement de l'Eurozone ; l'évolution de la libre circulation des travailleurs en véritable droit social européen, ou encore le développement d'un droit européen de l'environnement, notamment au travers de recherches relatives à la protection environnementale, au développement des énergies renouvelables et aux questions de gouvernance qui y sont liées. La nécessité plus récente de réguler également les relations de travail, afin de protéger les personnes vulnérables, s'insère aussi dans ce champ de recherche.

### ***Un acteur sur la scène internationale***

Parallèlement à son intégration progressive au plan interne, l'Union européenne s'est également positionnée en tant qu'acteur clé sur la scène internationale. Elle a ainsi développé un vaste champ

d'actions, de la conclusion d'accords internationaux à sa participation à différentes organisations internationales, seule ou en étroite collaboration avec ses États membres. La question de ses compétences en matière de relations extérieures et sa capacité à fonder son action sur des compétences implicites sont abondamment commentées et analysées au sein du Centre. D'autres recherches portent de manière plus générale sur la mise en œuvre des objectifs et principes clés en la matière, telle que la promotion des droits de l'homme et la cohérence des actions extérieures de l'Union ; tandis que d'autres chercheur-euse-s concentrent sur sa capacité à influencer les normes applicables au-delà du territoire européen ou sur sa coopération avec des États tiers et organisations internationales dans des domaines clés.

Toutes les informations concernant les activités du Centre de droit européen sont disponible sur son site internet : <https://cde.ulb.be/> , ainsi que sur son compte Twitter ([@CDE\\_ULB](#)), et ses pages [Facebook](#) et [LinkedIn](#).

## I. Composition au cours de la période couverte

### **Directrice**

Chloé Brière

### **Président.e (le cas échéant)**

Marianne Dony

### **Coordinatrice administrative**

Françoise Vanden Broeck

### **Membres du centre**

#### *- sur budget de fonctionnement*

Chiara ARMENI, professeure - 0,7 ETP  
Emmanuelle BRIBOSIA, professeure – 1 ETP  
Marianne DONY, professeure ordinaire – 1 ETP  
Philippe DE BRUYCKER, professeur – 1 ETP  
Anne WEYEMBERGH, professeure – 0.5 ETP  
Areg NAVASARTIAN HAVANI, assistante – 1 ETP  
Julia BURCHETT, assistante mi-temps – 0,5 ETP  
Hania OUHNAOUI, PATGS – 1 ETP

#### *- hors budget de fonctionnement*

Chloé BRIÈRE, Post-doctorante (chargée de recherche F.R.S. – F.N.R.S.) – 1 ETP  
Angelo MARLETTA, Post-doctorant (collaborateur scientifique F.R.S – F.N.R.S.) – 1 ETP  
Amy WEATHERBURN, Post-doctorante (collaboratrice scientifique F.R.S – F.N.R.S.) – 1 ETP  
Louise FROMONT, post-doctorante – 0.5 ETP  
Cécilia RIZCALLAH, post-doctorante FNRS – 0.5 ETP (co-tutelle USL)  
Ali BOUNJOUA, doctorant (financement ARC)  
François CATTEAU, boursier FNRS (à p. d'avril 2020) – 1 ETP  
Céline COCQ, doctorante (Erasmus Mundus GEM Stones) – 1 ETP

Francisco MENA PARRAS, doctorant (fonds propres)

Anthony RIZZO, doctorant (boursier Mini ARC, puis sur fonds propres depuis 2018) – 1 ETP

Lucas PINELLI - Assistant stagiaire de coordination et de recherche pour le réseau ECLAN de juin 2020 à novembre 2020 – 1 ETP (convention d'immersion professionnelle)

Marco PARON TRIVELLATO - Assistant stagiaire de coordination et de recherche pour le réseau Odysseus de novembre 2020 à août 2021 – 1 ETP (convention d'immersion professionnelle)

Ilaria GAMBARDELLA - Assistante stagiaire de coordination et de recherche pour le Centre de septembre 2020 à août 2021 – 1 ETP (convention d'immersion professionnelle)

- **Collaborateur.ice.s scientifiques** *(y compris les demandes introduites en 2020-21)*

BARBOU DES PLACES Ségolène

BOSLY Stéphanie

CONGEDO Pierluigi

DAMMAME Joseph

DE BIOLLEY Serge

INGLIS Kirstyn

GANTY Sarah

LEVI Laure

LOUIS Pierre-Marie

MARTINEZ-NAVARRO Martin

MASANOMA MUANAMOSI Maubert

RENARD François

SMITS Catherine

SPELTDOORN Olivier

SURANO Laura

SZYCHOWSKA Katarina

- **Membres associé.e.s**

BELLIS Jean-François

COCQ Céline

DE KERCHOVE Gilles

DOUTRELEPONT Carine

DUMONT Daniel

OLIVER Peter

PUTTEMANS Andrée

RIZZO Anthony

RORIVE Isabelle

VALLERY Anne

VAN RAEPENBUSCH Sean

VAN WAYENBERGE Arnaud

WAELBROECK Denis

## II. Activités scientifiques du centre au cours de la période couverte

### 1) Thèses de doctorat au cours de la période couverte

#### Thèses défendues

- Anthony Rizzo, « La confiscation et le gel préventif d'avoirs terroristes : quelle place pour les droits fondamentaux dans la lutte contre le crime et le terrorisme ? », promotrice Anne Weyembergh, défense publique le 15 décembre 2020.
- Elodie Sellier, « Coherence in EU counterterrorism action: disentangling external, internal and national security », promotrice Anne Weyembergh et promoteur Julien Jeandesboz, défense publique le 1<sup>er</sup> mars 2021.
- Céline Cocq, « Mutual Trust in Regional and Interregional Cooperation on Counterterrorism : *An Analysis of the EU and ASEAN Approaches* », promotrice Anne Weyembergh et promoteur Robert Roth, défense publique le 7 avril 2021.
- Julia Burchett, « L'Union européenne et la lutte contre la radicalisation terroriste. Étude représentative des défis juridiques de la lutte contre la radicalisation sous l'angle des interactions entre les ordres juridiques européens, belge et français », promotrices Anne Weyembergh et Constance Chevalliers-Govers (**soumission du manuscrit en juillet 2021 et défense publique en octobre 2021**).

#### Thèses en cours

- Jan Beyer, « Trust in European Governance: Is conditionality the way forward? », promotrices Anne Weyembergh et Ramona Coman (**en cours**)
- Ali Bounjoua, « La situation des combattants terroristes européens détenus en Syrie et en Irak : entre 'jugement sur place' et 'jugement en Europe' », promotrice Anne Weyembergh et promoteur Julien Jeandesboz (**en cours**)
- François Catteau, « La protection des victimes de la criminalité dans l'UE », promotrices Anne Weyembergh et Chloé Brière (**abandonnée en avril 2021**)
- Francisco Javier Mena, « Cour de justice de l'Union européenne et marge nationale d'appréciation : le cas des droits fondamentaux », promotrice Emmanuelle Bribosia et promoteur Paul de Hert (VUB) (**en cours**)
- Nicolas Joncheray, « La notion d'autonomie du droit de l'Union », promotrice Anne Weyembergh (**en cours**).
- Gaël Le Roux, « Le droit de l'Union européenne et le numérique, Analyse de l'adéquation d'un système juridique à l'appréhension de ses objets », promotrice

Marianne Dony, remplacée par Arnaud van Wayenberge et Rostane Mehdi (Université Aix-Marseille) **(en cours – manuscrit soumis en novembre 2021)**

- Areg Navasartian, « Promotion of fundamental rights in EU external relations: a legal appraisal in light of the duty of consistency », promotrice Chloé Brière **(en cours)**
- Simone Rivabella, “Independence and accountability of prosecutors in EU countries and within the European Public Prosecutor’s Office », promotrices Anne Weyembergh (ULB) et Katalin Ligeti (Unilu) **(en cours)**
- Maria Schininà, « The relations between national parliaments and the Court of Justice of the European Union », promotrices Anne Weyembergh et Ramona Coman **(en cours)**
- Laura Schmeer, « European Commission policy entrepreneurship in the EU's AFSJ. A case study of the CEAS and the EPPO », promotrices Anne Weyembergh et Ramona Coman **(en cours)**

## 2) Recherches sur fonds propres ou sur fonds extérieurs

### a) Recherches sur fonds propres

Non applicable

### b) Recherches sur fonds extérieurs

- **Projet ARC *Untangling the multiple categorizations of migrants. Intersectional Frameworks and Practices. Les catégorisations multiples des migrants. Pratiques et cadres intersectionnels*** dans le cadre du Centre de recherche transdisciplinaire « Migrations, Asile et Multiculturalité » (2018-2023).

Coordonné par Laurent LICATA (Center for Social and Cultural Psychology – Faculté des sciences psychologiques et de l’éducation).

Promoteurs/ices : Emmanuelle BRIBOSIA, (Centre de Droit Européen – Faculté de droit et de criminologie), Laura CALABRESE (Centre de Recherche en Information et Communication – Faculté de Lettres, Traduction et Communication), Dirk JACOBS (Group for research on Ethnic Relations, Migration and Equality – Faculté de Philosophie et Sciences sociales), Isabelle RORIVE (Centre Perelman de philosophie du droit – Faculté de Droit et de criminologie).

Depuis le début de la « crise des migrants » de 2015, les polémiques entourant l’arrivée de migrants sur le sol européen sont devenues de plus en plus prégnantes tant dans les discours politico-médiatiques que dans les conversations interpersonnelles. Les catégories sociales assignées à ces populations (migrants économiques, réfugiés, demandeurs d’asile, *boat people*, migrants en transit, sans papiers, illégaux, *etc.*) ont fait et continuent de faire l’objet de controverses révélatrices des clivages traversant les sociétés européennes actuelles, entre « gagnants » et « perdants » de la mondialisation, entre tendances à l’intégration de l’Autre

et au repli sur soi (Kriesi *et al.*, 2006). Nécessaires simplifications du monde phénoménal, les catégories sociales sont au centre de processus de construction, de déconstruction, de contestation, de revendication et plus largement, de lutte de reconnaissance de la part des différents acteurs de la société. À travers un questionnement sur la place qu'occupent ces catégories sociales liées à la migration et leur circulation au sein de la société, ce projet s'intéresse à la manière dont elles se construisent et transitent entre les sphères politique, médiatique, juridique et sociale (représentations des individus ou des groupes). Il aborde également la perspective des cibles de ces catégorisations et pose non seulement la question de la réception et de la réaction face à ces assignations catégorielles par les minorités visées, mais aussi de la manière dont les instruments juridiques vont, ou non, prendre en considération ces individus, notamment au regard du principe de non-discrimination et plus largement, des droits humains. Entre assignation, exclusion, protection, stratégie et lutte identitaire, ce projet interdisciplinaire, comparatif et intégré analysera les trajectoires de vie des personnes récemment arrivées en Belgique, les réponses juridiques ancrées dans le principe d'égalité et de non-discrimination, les attitudes des groupes majoritaires et minoritaires et les discours médiatiques, politiques et ordinaires.

Les méthodes utilisées seront mixtes : analyses quantitatives et qualitatives, analyse de discours, étude critique des sources juridiques et expérimentation.

- **Projet de Recherche (PDR) : La protection des victimes de la criminalité dans l'UE (Pro-VICRIM-UE), soutenu par le Fonds de la Recherche Scientifique - FNRS au titre de la subvention n° T.0259.20 et coordonné par Anne Weyembergh**

Promotrice : Anne Weyembergh (2020-2023)

Le projet de recherche proposé se concentre sur les droits des victimes et la protection qui leur est accordée au sein de l'espace pénal européen. Le sujet se situe au cœur des enjeux fondamentaux de la mise en place et du fonctionnement d'un tel espace supranational de coopération en matière pénale et vise à aborder des questions de grande actualité.

Les victimes de la criminalité sont actuellement visées par une série d'instruments européens, adoptés au sein du Conseil de l'Europe ou au sein de l'Union européenne. Dans chacun de ces ordres juridiques, des dispositions générales et relativement vagues côtoient des dispositions plus spécifiques se concentrant sur certaines catégories de victimes, distinguées en raison de leur situation particulière et / ou de leur degré de vulnérabilité.

Le présent projet vise à remplir plusieurs objectifs :

- 1) Réaliser une étude exhaustive des mesures adoptées au sein de l'ordre juridique de l'Union européenne applicables aux victimes de la criminalité ;
- 2) Étendre cette étude aux mesures adoptées et mises en œuvre au niveau national dans certains États membres de l'Union européenne, sélectionnés en raison de leur représentativité des diverses traditions juridiques nationales ;
- 3) Élaborer, sur la base des forces et faiblesses identifiées, un ou plusieurs modèle(s) théorique(s) européen(s) pour la protection des victimes visant à assurer une protection adéquate de leurs droits, tout en prenant en compte la diversité de leurs situations et en respectant les équilibres fondamentaux de l'espace pénal européen.

- **Projet Mini-ARC « Les villes face au changement climatique : quel cadre juridique pour quelles politiques publiques urbaines ? »**

Coordonné par Emmanuel Slautsky, Centre de droit public & Chiara Armeni, Centre de droit européen (2021 – 2025)

Plusieurs types de politiques publiques existent pour lutter contre le changement climatique (Bartle, 2011). Premièrement, deux grands types d'objectifs peuvent être poursuivis. Les politiques menées peuvent, d'une part, viser à limiter les émissions de gaz à effet de serre, dans l'objectif d'atténuer l'ampleur des dérèglements climatiques en cours et à venir (politiques d'atténuation du changement climatique). Les mesures adoptées peuvent, d'autre part, avoir plutôt pour objectif de gérer les effets de ces dérèglements sur les populations et l'environnement, dans l'espoir de limiter les conséquences négatives des changements observés, voire de profiter des opportunités que ces changements peuvent offrir (politiques d'adaptation au changement climatique). Deuxièmement, l'expérience acquise dans la gestion des problèmes environnementaux a permis de développer des politiques publiques de lutte contre le changement climatique s'appuyant sur une diversité d'instruments, en particulier : (1) sur les instruments classiques de la puissance publique (décisions unilatérales) ; (2) sur des mécanismes de marché, visant à intégrer le coût environnemental des émissions de gaz à effet de serre dans le prix des biens et des services à l'origine de ces émissions ; (3) sur des dispositifs de sensibilisation de la population, d'information et d'auto-régulation des secteurs à l'origine des émissions de gaz à effet de serre ; (4) sur une combinaison de ces trois types de mesures.

Ces politiques publiques doivent être déployées à tous les niveaux de pouvoirs. Depuis leurs origines, les principales politiques de lutte contre le changement climatique émanent surtout des acteurs internationaux, régionaux (en particulier l'Union européenne) et étatiques. Les villes ont cependant aussi un rôle crucial à jouer (Schroeder and Bulkeley, 2009 ; van Gameren, Weikmans et Zaccai, 2014) dans la gouvernance multiniveau du changement climatique (Betsill and Bulkeley, 2006 ; Scott, 2012). Ce rôle n'est pas neuf (Collier, 1997). Même si elles ne peuvent se substituer, en raison de l'échelle à laquelle elles agissent, aux autres niveaux de pouvoir (Gundlach et Gerrard, 2019), les villes sont à la fois des lieux où sont émis une part substantielle des gaz à effet de serre dans le monde (70% des émissions liées à l'utilisation d'énergie) et des lieux où certains effets du dérèglement climatique (vagues de chaleur, inondations, etc.) affecteront un nombre particulièrement élevé de personnes. Les villes sont, dans le même temps, des laboratoires dans lesquels de nombreuses mesures climatiques sont d'ores et déjà expérimentées<sup>1</sup>. Les villes constituent donc des acteurs primordiaux sur lesquels il n'est pas possible de faire l'impasse dans la perspective de la gestion du changement climatique. Or, ce rôle des villes est encore trop peu pris en compte par la science juridique : une analyse du cadre juridique applicable aux villes en matière de lutte contre le changement climatique s'impose dès lors, en vue d'en mettre en évidence les ressources, les potentialités et les limites.

L'objectif du projet de recherche est de mener une réflexion globale sur la nature de la gouvernance climatique des villes et sur le rôle du droit dans cette gouvernance. Pour ce faire, le projet de recherche cherchera (1) à caractériser la gouvernance climatique des villes et (2) à analyser les limites et les ressources du cadre juridique dans lequel cette gouvernance s'inscrit.

### 3) Organisation d'évènements

Au cours de l'année académique 2020-2021, le centre a organisé de nombreux évènements qui s'intègrent dans des cycles de conférences. Durant l'année académique 2020-2021, marquée en grande partie par la pandémie du Covid-19, ce rythme a quelque peu diminué, mais différents évènements ont néanmoins pu être organisés en ligne ou en format hybride.

#### a) Les Apéros du droit européen

Depuis 2009, le Centre de droit européen a mis sur pied un cycle de conférences intitulé «Les Apéros du droit européen».

L'objectif d'un tel cycle de conférences est double. Il s'agit à la fois de valoriser les recherches effectuées au sein du Centre de droit européen en leur donnant une visibilité et de les confronter aux positions d'autres intervenants issus du monde académique, des institutions européennes ou de la société civile notamment.

La formule choisie consiste à organiser périodiquement, généralement en début de soirée (de 18h00 à 20h00), une conférence permettant à un ou plusieurs intervenants de présenter leurs points de vue sur une thématique de droit européen. A la suite des exposés, la deuxième heure est consacrée au débat afin de permettre de larges échanges avec le public, le tout orchestré par un modérateur. Enfin, les conversations peuvent se poursuivre de manière plus informelle autour d'un verre, à l'occasion de l'apéritif qui suit.

Le public visé par ces conférences est tant la communauté universitaire (corps académique, corps scientifique et étudiants) que les milieux professionnels (institutions européennes, O.N.G., avocats, magistrats, etc.) et les citoyens intéressés par les questions européennes.

**10 décembre 2020 - Accroissement des compétences de l'UE en situation de crise sanitaire : nécessité ou ingérence ?**

CYCLE DE CONFÉRENCES DU CENTRE DE DROIT EUROPÉEN  
**LES APÉROS DU DROIT EUROPÉEN**

**ACCROISSEMENT DES COMPÉTENCES DE L'UE EN SITUATION DE CRISE SANITAIRE : NÉCESSITÉ OU INGÉRENCE ?**

MARIANNE DONY, PROFESSEURE HONORAIRE ET PRÉSIDENTE DU CENTRE DE DROIT EUROPÉEN  
LOUISE FROMONT, CHERCHEUSE POSTDOCTORALE ET DÉTENTRICE D'UN MASTER DE SPÉCIALISATION EN DROIT EUROPÉEN  
OLIVIER LOUPPE, AVOCAT AU BARREAU DE BRUXELLES

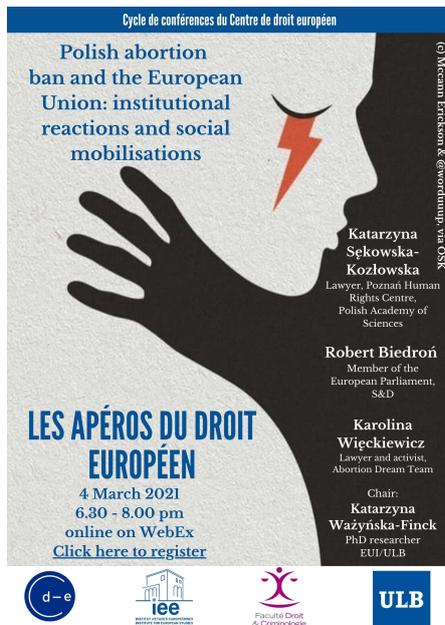
L'ÉVÈNEMENT SE TIENDRA EN LIGNE SUR WEBEX LE JEUDI 10 DÉCEMBRE À 18H30  
POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONTACTEZ-NOUS À [CDE@ULB.BE](mailto:CDE@ULB.BE)

d-e iee Faculté Droit & Criminologie ULB

Pour l'ouverture des Apéros du droit du Centre de droit européen de l'année académique 2020-2021, une webconférence sur les difficultés rencontrées lors de la crise sanitaire du COVID-19 et les réponses que l'Union pourrait y apporter a été organisée. Les intervenants étaient Pr. honoraire Marianne Dony (ULB), et Me. Olivier Louppe, avocat au barreau de

Bruxelles spécialisé dans le domaine de la santé. Le débat était animé par Dr. Louise Fromont (ULB). Cet apéro du droit a été organisé en collaboration avec deux étudiants du MAS droit européen, dans le cadre du cours « Projet collectif ». Le débat a été enregistré et il est disponible ici : [Apéro du droit européen - "Compétences de l'UE et crise sanitaire" - YouTube](#)

#### 4 mars 2021 - Polish abortion ban and the European Union : institutional reactions and social mobilisations



Au cours de cet évènement sont intervenus Robert Biedron, membre du Parlement européen (S&D) Karolina Wieckiewicz, juriste et activiste (Abortion Dream Team), Katarzyna Sekowska-Kozłowska, juriste et chercheuse (Poznan Human Rights Centre, Polish Academy of Sciences).

Le débat a été animé par Katarzyna Wasynska-Finck, doctorante à l'EUI/ULB.

Le débat a été enregistré et il est disponible ici : [Apéro du droit européen - "Polish abortion and the European Union" - YouTube.](#)

#### 30 mars 2021 - Who is smuggler ? Rethinking the criminalization of migrant smuggling in light of the principle of European solidarity ».

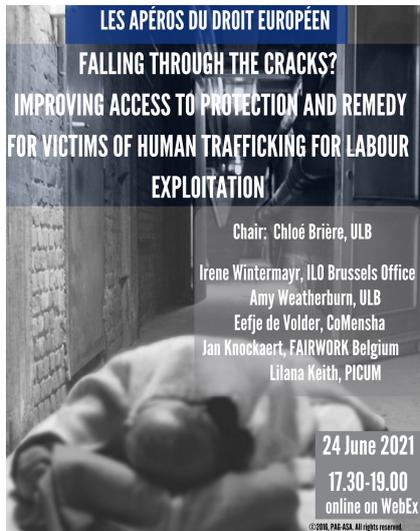


Au cours de ce évènement en ligne, ont été discutées des questions liées au recours généralisé poursuites pénales menées contre les ONG et les individus qui portent assistance à des migrants pour des motifs humanitaires.

Les intervenants ont été Mme Francesca Cancellaro, qui est avocate de la défense dans plusieurs procédures pénales très médiatisées contre des ONG en Italie, et Dr Stefano Zirulia de l'Université de Milan, qui a récemment co-édité [un livre sur le sujet](#). Un(e) troisième intervenant(e) représentant le point de vue du Parlement européen fortement engagé sur ces questions sera aussi présent(e). Le débat a été animé par Angelo Marletta, Postdoctoral Researcher (FNRS), *Centre for European Law* (ULB).

Le débat a été enregistré et il est disponible ici : [Apéro du droit européen - "Who is a smuggler?" - YouTube.](#)

## 24 juin 2021 - Falling through the cracks? Improving access to protection and remedy for victims of human trafficking for labour exploitation



Both Belgium and the Netherlands are recognised for their handling of anti-trafficking law and policy. A recent ILO Study examines the access to protection and remedy for victims of human trafficking for the purpose of labour exploitation that are available in both countries. In addition to mechanisms specifically put in place for human trafficking victims through the criminal justice system, the study also considers the availability of alternative avenues for remedy in civil or labour judicial proceedings and through administrative mechanisms. Based on interviews with practitioners, it examines the barriers that exist to making use of these avenues, identifies good practices and suggests action points for improvement.

Speakers were Irene Wintermayr (Policy Officer, ILO Brussels Office) and Amy Weatherburn (ULB), co-authors of the study who presented their main findings. Other speakers were experts sharing insights as to how the findings of the research can feed into future considerations for anti-trafficking, labour migration and access to justice law and policy both nationally and more widely across the European Union. The following persons intervened: Jan Knockaert (Coördinator, FAIRWORK Belgium), Eefje de Volder, (Human Trafficking Labour Exploitation Advisor, CoMensha – Coördinatiecentrum tegen Mensenhandel), and Lilana Keith, (PICUM – Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants). Their discussions have been recorded and can be listened to via this link: [Apéro du droit européen - "Falling through cracks" - YouTube](#).

### b) Les Mardis du droit de la concurrence



Depuis plus de 30 ans, le Centre de droit européen, organise des séminaires consacrés à l'examen de divers aspects de la politique de la Commission européenne en matière de droit de la concurrence, animés par des professionnels de grande qualité, issus des institutions européennes et des plus grands cabinets d'avocats spécialisés en la matière.

Ces séminaires sont destinés à toute personne manifestant un intérêt pour les questions relatives au développement de l'acquis communautaire. Organisés à l'origine par le professeur Michel Waelbroeck et désormais par les professeurs Jean-François Bellis et Denis Waelbroeck, les mardis du droit européen de la concurrence constituent un forum de discussion axé sur les interventions de différents experts en la matière.

Durant l'année académique 2020-2021, les Mardis du droit de la concurrence étaient intégralement organisés en ligne. Le programme est le suivant:

- 17 novembre 2020, *"The EU General Court and Competition Law"*, avec Marc van der Woude ( Président du Tribunal de l'Union européenne ).
- 15 décembre 2020, *"Recent developments in EU merger control"*, avec Guillaume Lorient, Directeur DG Concurrence, Commission Européenne
- 12 janvier 2021, *«L'abus de dépendance économique»*, avec Alexis Walckiers, E. CA Economics
- 2 février 2021, *«La jurisprudence récente en matière de cartels»*, avec Fernando Castillo della Torre, Service Juridique, Commission Européenne
- 9 mars 2021, *« The review of the Vertical Block Exemption Regulation and its Guidelines»*, avec Marieke Scholz, chef d'unité adjoint, DG Concurrence, Commission Européenne
- 20 avril 2021, *« Recent developments in State aid policy»*, avec Carles Esteva Mosso, Directeur general adjoint aides d'Etat, DG Concurrence, Commission Européenne
- 18 mai 2021, *"Interesting times: Competition Policy and the Green transition"*, avec Olivier Guersent, Directeur Général, DG Concurrence, Commission Européenne.

### c) Autres évènements

**9 Octobre 2020, Conférence « La Charte a 20 ans. Regards croisés pour un anniversaire », coorganisée par le Centre de droit européen et coordonnée par Emmanuelle Bribosia, Cécilia Rizcallah et Sébastien Van Drooghenbroeck.**



En décembre 2000, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne a été proclamée et 9 ans plus tard, avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, elle a acquis force obligatoire.

À l'occasion de l'anniversaire de sa proclamation une conférence a été co-organisée par le Centre de droit européen pour réfléchir à l'efficacité pratique de cet instrument et pour répondre aux questions suivantes : quel est l'impact réel de la Charte des droits fondamentaux sur le citoyen ? Quelles sont, en pratique, les faiblesses de cet instrument ? Comment renforcer l'intérêt pour cet instrument de la part de la société civile et des acteurs, notamment du monde judiciaire ?

Les travaux de la Conférence ont débouché sur la publication d'un numéro spécial (1/2021) paru dans les Cahiers de droit européen. Dans ce numéro, coordonné par Emmanuelle Bribosia, Cécilia Rizcallah et Sébastien Van Drooghenbroeck, vous trouverez, parmi d'autres, les contributions du Président de la Cour de Justice Koen Lenaerts, du juge de la Cour

européenne des droits de l'homme Paul Lemmens ainsi que de plusieurs professeurs et chercheurs de l'ULB-IEE (Emmanuelle Bribosia, Cécilia Rizcallah, Ramona Coman, Justine Delacroix, Ilaria Gambardella).

Le numéro spécial des Cahiers de droit européen est disponible [ici](#).

L'enregistrement de la Conférence sur l'anniversaire de la Charte est disponible [ici](#).

**29 mars 2021, Conférence en ligne « La coopération transatlantique au-delà du CETA », organisée dans le cadre des activités et avec le soutien logistique et administratif de l'IEE-ULB et coordonnée par Chloé Brière, Louise Fromont, Laura Puccio et Areg Navasartian**



L'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada, plus connu sous le nom de CETA, a fait couler beaucoup d'encre depuis sa conclusion et de nombreuses discussions ont été organisées afin d'en analyser toutes les ramifications, avec les éclairages apportés par des experts, académiques et praticiens.

L'IEE et l'[Ambassade du Canada](#) avaient déjà eu l'opportunité d'accueillir un premier échange virtuel lors d'une première web-conférence organisée le 5 juin 2020, intitulée [Évaluer le CETA : acquis, problèmes et contexte international](#).

Suite au succès rencontré, et les nombreuses autres questions soulevées par le sujet, l'Institut et l'Ambassade ont décidé d'organiser une nouvelle discussion, intitulée « La coopération transatlantique au-delà du CETA ». La webconférence organisée le 29 mars dernier a ainsi offert aux académiques et praticiens européens, belges et canadiens la possibilité d'aborder de nouvelles dimensions de cette coopération. Le résumé de la conférence, ainsi que l'enregistrement des débats est disponible sur [le site de l'IEE-ULB](#). Un ouvrage collectif est en cours de préparation et devrait paraître aux Éditions de l'Université de Bruxelles dans le courant de l'année 2022.

**7 mai 2021, Conférence « Les catégorisations multiples des migrants. Pratiques et cadres intersectionnels » organisée à l'Université libre de Bruxelles avec le soutien de chercheurs affiliés au Centre**

Les catégorisations sociales appliquées aux populations migrantes sont au centre de processus de construction, de déconstruction, de revendication et plus largement de lutte de reconnaissance de la part des différents acteurs de la société. Parfois revendiquées, souvent assignées, ces catégorisations (migrants économiques, réfugiés, demandeurs d'asile, boat people, migrants en transit, sans papiers, illégaux, etc.) ont fait, et continuent de faire, l'objet de controverses révélatrices des clivages traversant les sociétés européennes actuelles, entre tendances à l'intégration de l'Autre et au repli sur soi.

La journée de séminaire du 7 mai 2021 a permis de poursuivre les questionnements du groupe ARC relatifs à la mobilisation et l'intersection de ces catégorisations dans les discours portés sur et par les migrants. Trois axes structurent à ce stade les travaux réalisés par l'équipe de

recherche : Les catégorisations et l'approche intersectionnelle par ou à destination d'acteurs judiciaires en droit de la non-discrimination ; La mobilisation de certaines catégories dans les discours politico-médiatiques ; L'approche psychosociologique des trajectoires de vie des primo-arrivants selon leurs multiples catégories. La journée de séminaire du 7 mai 2021 a permis à la fois une restitution des travaux engagés par l'ensemble des chercheur·e-s impliqué·e-s et leur articulation au sein d'une réflexion collective.

#### 4) Réseaux académiques

##### a) Réseau Académique en droit pénal européen ([ECLAN](#))

Coordination : Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles), Katalin Ligeti (Université du Luxembourg) et Valsamis Mitsilegas (Queen Mary University of London).

Le réseau ECLAN (*European Criminal Law Academic Network*) a été mis sur pied par Anne Weyembergh et Serge de Biolley en 2004. Ses activités ont été lancées le 1<sup>er</sup> décembre 2004. Il est désormais co-coordonné par Anne Weyembergh, Katalin Ligeti (Université du Luxembourg) et Valsamis Mitsilegas (Queen Mary University of London). Le réseau couvre 32 États, c'est-à-dire les 28 États membres de l'Union européenne, ainsi que 4 États tiers (la Suisse, la Norvège, l'Islande et la Bosnie Herzégovine) avec lesquels l'Union entretient des rapports étroits en matière policière et judiciaire pénale. Il regroupe plus de 150 professeurs et chercheurs spécialisés en droit pénal européen.

Le réseau a principalement pour objectif de favoriser la recherche scientifique et de renforcer les synergies entre les universités, académiques et scientifiques, par l'organisation de conférences ou colloques internationaux et par la publication d'ouvrages collectifs. Il vise aussi à développer l'enseignement et la formation dans le secteur du droit pénal de l'Union européenne. Il entend fluidifier les contacts et les échanges entre le « monde universitaire » et les institutions européennes. Le réseau met ainsi à disposition de celles-ci et en particulier de la Commission l'expertise de ses membres (le site de ce réseau : <https://eclan.eu/en>).

Au sein du CDE, une équipe de plusieurs personnes s'occupe de la gestion quotidienne du réseau, sous la direction d'Anne Weyembergh. Elle inclut Julia Burchett (post-doctorante), Ali Bounjoua (doctorant), et des stagiaires recrutés dans le cadre d'une convention d'immersion professionnelle (pour une durée de 6 mois à raison de 38 heures / semaine). Lucas Pinelli a été recruté comme stagiaire ECLAN entre juin 2020 et novembre 2020.

Au cours de l'année académique 2020-2021, plusieurs activités annuelles du réseau ECLAN ont été organisées sous un format différent pour tenir compte des contraintes liées à la pandémie de COVID-19.

- Le séminaire doctoral annuel s'est déroulé à l'Université de Vilnius en janvier 2021 sous format hybride (en présentiel et à distance).
- La réunion du *Management Committee (MC Meeting)* du réseau s'est tenue en ligne le 12 mars 2021, pour, notamment, évaluer les candidatures de nouveaux membres et points de contact du réseau.

- La conférence annuelle « *Collection and Admissibility of Evidence in Europe* » prévue en novembre 2020 à l'Université de Vienne a été reportée sur décision collective des membres du réseau. La prochaine conférence annuelle du réseau se tiendra le 9 décembre 2021 sur le thème « *The European Arrest Warrant at Twenty* » et sera organisée exclusivement en ligne.
- [L'école d'été du réseau](#) « *The EU Area of Criminal Justice* » s'est tenue exclusivement en ligne du 28 juin au 2 juillet 2021.

D'autres activités régulières du réseau n'impliquant pas de déplacement ont pu se dérouler sans être impactées par le contexte sanitaire :

- ➔ La [publication des Newsletter n°24 et n°25](#) reprenant de manière exhaustive les nouveaux développements législatifs et jurisprudentiels en droit pénal européen ainsi que les publications nouvelles et à venir et les conférences organisées en la matière pour la période qui s'étale de juillet 2020 à juillet 2021 ;
- ➔ La coordination de la « [Hart Series in EU Criminal Law](#) » (Hart Publishing) par les coordinateurs du réseau, ainsi que le co-patronage et la collaboration à la revue scientifique spécialisée [New Journal of European Criminal Law](#) (SAGE) ;
- ➔ L'actualisation de son [site internet](#), comprenant diverses bases de données (actes officiels de l'UE, jurisprudence de la cour de Justice de l'UE, événements portant sur le droit pénal européen, etc.).
- ➔ La publication d'ouvrages collectifs en collaboration avec les membres du réseau, tels que :
  - G.-L. Gatta, V. Mitsilegas, S. Zirulia (eds.), *Controlling Immigration Through Criminal Law. European and Comparative Perspectives on "Crimmigration"*, Hart Publishing, 2021, 280 p.
  - A. Weyembergh and C. Chevallier-Govers (dir.), *La création du parquet européen: simple évolution ou révolution au sein de l'espace judiciaire européen?*, Larcier, 2021, 442 p.
  - V. Mitsilegas and N. Vavoula, *Surveillance and Privacy in the Digital Age: European, Transatlantic and Global Perspectives*, Hart Publishing, 2021, 348 p.

## **b) Réseau académique sur le droit de l'asile et de l'immigration en Europe ([ODYSSEUS](#))**

[ODYSSEUS](#) est le plus grand réseau d'académiques et d'experts sur le droit de l'immigration et l'asile en Europe. Créé en 1999 avec l'appui financier de la Commission européenne, le Réseau ODYSSEUS est coordonné par son fondateur, Philippe De Bruycker, professeur au Centre de droit européen et à l'Institut d'études européennes.

Le Réseau a pour vocation d'offrir une expertise sur le droit de l'UE relatif aux frontières, visas, à l'immigration et à l'asile. ODYSSEUS regroupe plus de 50 experts provenant de chacun des États membres de l'UE ainsi que de la Norvège, l'Islande, la Suisse et la Turquie. Le réseau Odysseus a coordonné des projets de recherche sur la directive retour, les alternatives à la détention et une étude comparative sur la transposition de dix directives européennes par les

États membres. Le réseau a également produit nombre de publications sur des sujets tels que la vulnérabilité en droit européen de l'asile, la protection subsidiaire et la libre circulation des personnes dans l'UE.

Parmi ses activités au cours de l'année écoulée, le réseau Odysseus a organisé du 28 juin au 9 juillet 2021 son **cours d'été « Droit et politique de l'immigration et de l'asile de l'Union européenne »**.

En plus des enseignements, il offre l'opportunité de vivre une expérience intellectuelle stimulante au sein d'un groupe d'une centaine de participants spécialisés en matière d'immigration ou d'asile provenant de toute l'UE.

La localisation du cours d'été à Bruxelles crée un environnement européen unique avec des participants provenant des différents états membres qui incluent de manière générale des jeunes professionnels et plus particulièrement des doctorants et étudiants diplômés, chercheurs, fonctionnaires européens ou nationaux, représentants d'ONGs et d'organisations internationales, avocats, juges, travailleurs sociaux, etc. Les cours sont dispensés par des professeurs membres ou partenaires du Réseau Odysseus provenant de tous les Etats membres de l'UE ainsi que par des professionnels de haut niveau provenant des institutions de l'UE, en particulier la Commission européenne.

Depuis sa création, plus de 2.000 personnes ont été formées en suivant ce programme dont l'objectif est de fournir aux participants une connaissance globale de la politique d'immigration et d'asile de l'UE d'un point de vue juridique incluant les derniers développements en 2021

Tous les détails sur la 21<sup>ème</sup> édition du cours d'été sont disponibles ici : <https://odysseus-network.eu/2021-summer-school-fr/>

Au cours de l'année, le Réseau ODYSSEUS a organisé sa conférence annuelle *"The New Pact on Migration and Asylum: dead or alive?"* les 9 et 10 septembre 2021 à l'Institut Egmont.

**EUROPEAN CONFERENCE**  
**ORGANISED BY**  
THE ODYSSEUS ACADEMIC NETWORK FOR LEGAL STUDIES ON IMMIGRATION AND ASYLUM IN EUROPE,  
coordinated by the Institute for European Studies of the Université Libre de Bruxelles (ULB)  
in collaboration with the  
ROYAL INSTITUTE FOR INTERNATIONAL RELATIONS

**The New Pact on Migration and Asylum: Dead or alive?**

9-10 September 2021, Egmont Institute, Petit Sablon, 8 - 1000 Brussels

Logos: EGMONT, iee, ULB, and the European Union flag.

One year after the presentation by the European Commission of the New Pact on Migration and Asylum, time has come to assess the way it has been received and to recall the sequence of the works in Council and Parliament. The enormous legislative package tackles the most important and difficult political and legal issues that the European Union and its Member States face and that will be discussed during the conference. Perspectives for the future negotiations seem so difficult that the survival of the pact becomes an open question at a moment when new migration crises cannot be ruled out.

Eight panels with high level speakers will be organised in the framework of the conference:

A New or Obsolete Pact?

- More Europe as the Solution?
- Procession at the Borders
- How and How Much Solidarity?
- Legal Migration
- An Externalised Pact
- Which Monitoring for Human Rights
- Violations?
- The Pact or a Plan B?

Le réseau Odysseus a également coordonné des projets de recherche sur la directive retour, les alternatives à la détention et une étude comparative sur la transposition de dix directives européennes par les États membres. Le réseau a également produit nombre de publications sur des sujets tels que la vulnérabilité en droit européen de l'asile, la protection subsidiaire et la libre circulation des personnes dans l'UE.

## 5) Cliniques juridiques

### a) Clinique de droit pénal européen

Rattachée à la Faculté de droit de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), la Clinique de droit pénal européen a été créée en février 2020 par le biais du Fonds d'encouragement à l'enseignement FEE). Elle bénéficie depuis septembre 2020 du soutien de la Commission européenne dans le cadre du projet Jean Monnet Module, de nature à assurer la pérennisation de ses activités au cours des trois prochaines années.

La Clinique de droit pénal européen vise à permettre aux étudiant.e.s de Master en droit à l'ULB de se former aux exigences du monde professionnel dans une matière en plein essor et encore peu maîtrisée par les professionnels du droit (<https://cde.ulb.be/the-llm/legalclinics/eu-criminal-law-clinic/>). Au cours de cette expérience, les étudiants ont l'opportunité de travailler sur des cas concrets aux côtés de praticiens (avocats, ONG) possédant une double maîtrise du droit pénal national et du droit pénal européen sous l'encadrement d'une équipe de chercheurs expérimentés. Combinant des activités pédagogiques (séjour de découverte à la Haye ou au Luxembourg) et des mises en situation pratique, la Clinique de droit pénal européen se veut une expérience stimulante et enrichissante au service d'une meilleure connaissance du droit pénal européen.

La Clinique se déroule au deuxième quadrimestre (de février à mai) dans le cadre du séminaire d'argumentation en droit pénal européen. Ses travaux sont organisés sur la base de six séances de 4h. La première séance a vocation à dispenser aux étudiants un cours théorique sur les grandes notions de droit pénal européen accompagné de conseils méthodologiques destinés à outiller les étudiants. Au cours de cette même séance les cas pratiques sont répartis entre les groupes d'étudiants participants. La deuxième séance est organisée sous la forme d'une rencontre entre les praticiens impliqués dans la Clinique et les groupes d'étudiants participants afin de permettre un temps d'échange et d'assurer que les attentes des praticiens ont bien été assimilées. Les séances suivantes consistent à assurer un suivi régulier des travaux réalisés par les étudiants jusqu'à la séance finale lors de laquelle les étudiants sont invités à présenter oralement le résultat de leurs recherches.

Au cours de l'année académique 2020/2021, la Clinique de droit pénal européen a enregistré vingt-deux étudiants inscrits. La Clinique a pris en charge neuf cas pratiques soumis par sept praticiens différents, étendant ainsi sa collaboration à quatre nouveaux praticiens par rapport à l'année précédente. Les thématiques traitées portaient sur des sujets divers, tous en lien avec le droit pénal européen (ex. Mandat d'arrêt européen ; accès à l'avocat ; *Ne bis in idem*, etc.). Les étudiants étaient répartis par petits groupes de 2 ou 3 personnes maximum et travaillaient sous la supervision d'une équipe composée de chercheurs doctorants, d'un post-doctorant et d'une avocate. Les six séances de rencontre ont pu se tenir physiquement à l'Institut d'études européennes et les étudiants ont pu s'entretenir en ligne avec les praticiens en charge du cas soumis. La dernière séance du module s'est clôturée par une présentation orale des travaux en présentiel. La visite à la Cour de justice de l'Union européenne a néanmoins été annulée en raison des contraintes liées à la pandémie de COVID-19.

## **b) Equality Law Clinic**

L'Equality Law Clinic (ELC) permet aux étudiant.e.s d'approfondir leurs compétences juridiques tout en contribuant concrètement à la promotion de la justice sociale, de l'égalité et des droits fondamentaux, en travaillant au profit de groupes défavorisés ou exclus, selon une approche combinant le local et le global.

Rattachée au Centre Perelman de philosophie du droit et au Centre de droit européen de la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB, l'Equality Law Clinic a été créée en octobre 2014 dans le cadre du Pôle d'attraction inter-universitaire, « *The Global Challenge of Human Rights Integration: Towards a Users' Perspective* » qui avait vocation à analyser les droits de l'homme dans une perspective intégrée. L'ELC s'inscrit dans un mouvement d'émergence d'autres cliniques juridiques en Belgique et en Europe. Elle fait ainsi partie du [réseau des cliniques juridiques francophones](#) qui permet des échanges d'expérience très riches. La clinique est également associée au [Berkeley Center on Comparative Equality & Anti-Discrimination Law](#).

Les recherches-actions de l'ELC sont menées dans plusieurs domaines :

- [le handicap](#),
- [la transidentité et l'intersexuation](#),
- [le genre](#),
- [les droits des étrangers](#),
- [le logement et la précarité](#),

· [les outils pour une meilleure effectivité du droit de la non-discrimination](#) (protocoles de testings, marchés publics, etc.).

En septembre 2020, l'Equality Law Clinic a changé de statut et a été intégrée dans le programme du Master en droit (Bloc 2) en tant que séminaire d'argumentation de la finalité droit public et international (DROI-C-5023 Equality law clinic).

Plusieurs chercheurs et chercheuses participent aux travaux de l'Equality Law Clinic pour assurer la qualité de ses travaux et notamment pour élaborer des tierces-interventions, avec ou sans la collaboration des étudiants et des étudiantes.

En 2019-2020, l'Equality Law Clinic est notamment intervenue dans l'affaire **L.J.W. c. Belgique** devant le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies pour mettre en cause le droit du bail en Région de Bruxelles-Capitale, issu de la législation fédérale, au regard du droit au logement sans discrimination (communication No. 61/2018,). Dans ses constatations rendues le 12 octobre 2021, le Comité a très largement suivi l'argumentation de l'ELC pour conclure que « l'application rigide du cadre législatif sur les baux dans son cas et la procédure d'expulsion constituent une violation par l'État partie du droit à un logement suffisant de l'auteur, tel qu'il est énoncé à l'article 11 lu conjointement avec le paragraphe 2 de l'article 2 du Pacte » (para. 12.8).

En 2020-2021, l'Equality Law Clinic a participé à la soumission de quatre tierces-interventions devant la Cour européenne des droits de l'homme : **Y. c. France** (soumise le 23 novembre 2020, en ligne [ici](#)) : affaire relative à des opérations de normalisation subies par les enfants intersexes – art. 3 et 14 CEDH ; **M. c. France** (soumise le 24 février 202, en ligne [ici](#)) : affaire relative à l'enregistrement du sexe à l'état civil des personnes intersexes – art. 8 et 14 CEDH ; **NR c. Belgique** (soumise le 19 mai 2021, en ligne [ici](#)) ; **Mykias c. Belgique** (soumise le 25 mai 2021, en ligne [ici](#)) : affaire relative au port de symboles religieux dans l'enseignement public flamand – art. 8, 14 CEDH et art. 2 P1.

Les principales réalisations de l'Equality Law Clinic sont accessibles sur son site internet : <http://equalitylawclinic.ulb.be>

### **c) Refugee Law Clinic**

La Refugee Law Clinic, dirigée par Céline VERBROUCK, vise à confier à des étudiant-e-s des dossiers réels de demande d'asile, afin qu'ils/elles se chargent d'en rédiger la lettre d'accompagnement. Cela les amène ainsi à rencontrer le/la demandeur-euse, une première fois en présence de l'avocat en charge du dossier, et ensuite de façon autonome, afin de discuter avec le/la demandeur-euse, de rédiger son récit de vie et d'ajouter au dossier des éléments nouveaux pertinents (dans le cas de demandes de protection ultérieures).

La Refugee Law Clinic répond à un besoin de formation concrète et efficace en droit d'asile pour les juristes et praticien-ne-s de demain. Le terrain est également en demande de juristes correctement formé-e-s. La clinique reçoit d'ailleurs le soutien d'avocats.be, du Barreau de Bruxelles, du Bureau d'aide juridique de Bruxelles, du Haut-commissariat pour les réfugiés, d'Avocats sans frontière, du Conseil du Contentieux des étrangers, du CIRE et de bien d'autres, qui font partie de son Comité de pilotage.

Cette année académique 2020-2021, la RLC a continué à assurer le **suivi des dossiers** de la clinique depuis sa création et à **maintenir les contacts avec les partenaires** de la RLC, en particulier les avocats-e-s et les membres du Comité de pilotage. Suite à la mise à jour de certains dossiers, la RLC est fière de compter à ce jour **14 octrois de protection internationale** pour les justiciables qu'elle a aidé. Un autre indice de la qualité du travail fourni par la RLC est que, cette année, l'implication de la RLC dans une DA ultérieure a participé au **retrait d'une décision d'irrecevabilité** et l'agent de protection en charge du dossier a déclaré attendre la lettre de la RLC avant d'examiner le dossier.

La *Refugee Law Clinic* a également soumis une [tierce-intervention](#) devant la **Cour européenne des droits de l'homme** dans le cadre de l'affaire ***Ngono c. Belgique*** (régularisation 9ter, séjour médical) le 13 mars 2020.

Les principales réalisations de la Refugee Law Clinic sont accessibles sur son site internet : <https://refugeelawclinic.ulb.be/>

### III. Activités des membres du centre au cours de la période couverte

#### 1) Publications et rapports de recherches (liste non exhaustive)

**ARMENI, CHIARA**, et Lee, Maria, Participation in a Time of Climate Crisis (2021) *Journal of Law and Society*, Vol. 48, Issue 4, p. 549 -572.

Armeni, Chiara, et Tegner Anker, Helle, « Public participation and appeal rights in decision-making on wind energy infrastructure : a comparative analysis of the Danish and English legal framework », *Journal of Environmental Planning and Management*, 2020, 842-861

**BOUNJOUA, ALI**, « La situation des citoyen-ne-s belges retenu-e-s en Syrie » in Comité T, *Rapport 2021 : Evaluation des mesures visant à lutter contre le terrorisme à la lumière des droits humains*, 2021, pp.113 – 129 et 148.

Bounjoua, Ali, « Le rôle de l’Ayatollah dans la lutte antiterrorise. Un « djihad » contre le « djihadisme » », *Revue Défense Nationale*, n°1316, 2021.

**BRIBOSIA, EMMANUELLE**, Rorive Isabelle, et Medard Inghilterra, Robin, *Sexual orientation*, in Colm O’Cinneide, Julie Ringelheim et Iyiola Solanke (eds) *Handbook on European Antidiscrimination Law* (Edward Elgar - soumis pour publication en 2021).

Bribosia, Emmanuelle, Rizcallah, Cécilia, Van Drooghenbroeck, Sébastien. *Introduction - La Charte a 20 ans. Regards croisés pour un anniversaire*. In: *Cahiers de droit européen*, Vol. 2021, no.1, p. 23 - 29.

Bribosia, Emmanuelle, Fromont Louise, Rorive, Isabelle, « Le nerf de la guerre : les subventions et les marchés publics pour renforcer l’effectivité du droit de la non-discrimination en Belgique », *Administration publique trimestriel*, 2021.

Bribosia, Emmanuelle, Medad Inghilterra, Robin, Rorive, Isabelle, « Femmes voilées au travail face aux errements du droit de la non-discrimination », *Journal des Tribunaux*, 2021, n°1339, pp. 145-153.

Bribosia, Emmanuelle, Medard Inghilterra, Robin, Rorive, Isabelle, « Discrimination intersectionnelle : mode d’emploi », *Revue Trimestrielle des droits de l’homme*, 2021, n°126, pp. 241-274.

Bribosia, Emmanuelle, Haumont, Germain, « Quand se renvoyer la balle transforme les voies de recours en matière de détention d’enfants en un dédale kafkaïen » (avec G. Haumont), in S. Saroléa et A. Sinon (sous la dir.), *20 ans après l’affaire Tabitha. De nouvelles plumes pour analyser la détention d’enfants migrants à la lumière des droits humains*, Anthémis, 2021, pp. 240-247.

Bribosia, Emmanuelle, Haumont, Germain, *Quand se renvoyer la balle transforme les voies de recours en matière de détention des enfants migrants en un dédale kafkaïen*, *Cahiers de l’EDEM*, novembre 2020, en ligne: <https://uclouvain.be/fr/instituts-recherche/juri/cedie/actualites/conseil-d-etat-arret-n-248-424-du-1er-octobre-2020.html>

Bribosia, Emmanuelle, Van Drooghenbroeck, Sébastien, “Préface” (avec), in C. Rizcallah, *Le principe de confiance mutuelle en droit de l’Union européenne*, Coll. Thèses – Droit de l’Union européenne, Bruxelles, Bruylant, 2020.

Bribosia, Emmanuelle, Rorive, Isabelle « Préface » in S. Ganty, *L'intégration des citoyens européens et des ressortissants des pays tiers en droit de l'Union européenne. Critique d'une intégration choisie*, Coll. Thèses – Droit de l'Union européenne, Bruxelles, Bruylant, 2021.

Bribosia, Emmanuelle, Van Waeyenberge, Arnaud, « Préface » in L. Fromont, *La gouvernance économique européenne. Les conséquences constitutionnelles d'une décennie de crises*, Coll. Thèses – Droit de l'Union européenne, Bruxelles, Bruylant, 2021.

**BRIERE, CHLOE**, (2021) *"The external dimension of the EU policy against trafficking in human beings"*, Hart Publishing, 328 p.

Brière, Chloé, (2021) 'Le mandat d'arrêt européen en période de pandémie : cartographie des conséquences de la Covid-19 sur son fonctionnement' in E. Dubout et F. Picod (dir.), *Coronavirus et droit de l'Union européenne* (1<sup>e</sup> édition, Bruxelles, Bruylant) p. 267-291

Brière, Chloé (2021) 'EU Criminal Procedural Law onto the Global Stage: The E-Evidence Proposals and their Interaction with International Developments', *European Papers*, 2021, vol. 6 n°1, pp. 493-511. (libre accès)

Brière, Chloé, (2021) 'Défaut de transposition de la directive sur la protection des données dans le domaine pénal : vers une application ordinaire de l'article 260, paragraphe 3, TFUE', *Revue des affaires européennes*, 2021, n° 1, p. 223 – 233.

Brière, Chloé. (2021) 'La modernisation des règles régissant les activités de l'OLAF', *Journal de Droit européen*, 2021, n°275, p. 2 – 9.

Briere, Chloé, (2021) 'The nomination of the European Chief Prosecutor: a saga highlighting the importance of the EPPO for the rule of law in the EU', dans C. Chevalier-Govers et A. Weyembergh (dir.), *La création du parquet européen : simple évolution ou révolution au sein de l'espace judiciaire européen?*(Larcier), p. 101 – 134.

Brière, Chloé, (2020) 'Conditionality in defining the future cooperation in criminal matters between the United Kingdom and the European Union', *ERA Forum*, Vol. 21 issue 3, p. 515-531. (libre accès)

Brière, Chloé, (2020) 'Transnational Responses to Human Trafficking in the European Union and the Council of Europe Member States', in R. Pereira, A. Engel and S. Miettinen (eds), *The Governance of Criminal Justice in the European Union: Transnationalism, Localism and Public Participation in an Evolving Constitutional Order* (Edward Elgar Publishing) p. 103-126.

**BURCHETT, JULIA**, « Le rôle des femmes et des mineurs dans les organisations terroristes internationales : quelle appréhension juridique ? », in J. Leonhard et C. Ménabé (dir.),

Burchett, Julia, « La liberté d'expression en Europe à l'épreuve de la lutte contre la radicalisation terroriste », in F. Genton et P. Gréciano (dir.), *Stéphane Hessel. Les perspectives d'un engagement*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2020.

Burchett, Julia, « La Cour de justice de l'Union européenne et l'exigence d'indépendance de la justice », *European papers*, 2020, Vol. 5, n°3, pp. 1251 – 1269.

**CATTEAU, FRANÇOIS**, Les droits procéduraux des personnes poursuivies et des victimes de criminalité devant la cour de justice de l'union européenne. vers un droit européen de la procédure pénale ? *Cahiers De Droit Européen*, 2020, 56(2/3), p. 485–548.

Catteau, François, "Arrêt « Presidenza del Consiglio dei Ministri » : bénéficiaires et modalités du régime national d'indemnisation des victimes de criminalité intentionnelle violente", *Journal de droit européen*, 2021, nr. 1, p. 16-19

**DE BRUYCKER, PHILIPPE**, « The COVID Virus Crisis Resurrects the Public Health Exception in EU Migration Law », *Frontiers in Political Science*, 2021, 2.

De Bruycker, Philippe, Cornelisse, Galina, Moraru Madalina (eds), *Law and judicial dialogue on the return of irregular migrants from the European Union* (Hart Publishing, 2020).

**DONY, MARIANNE**, Brière, Chloé, *Droit de l'Union européenne*, 8<sup>ème</sup> édition, Éditions de l'Université de Bruxelles, à paraître en 2022.

Dony, Marianne, « Le contrôle des aides d'État », *Journal de droit européen*, 2021, nr. 5, p. 235-251.

Dony, Marianne, (coordination et en collaboration avec Bochon, A., Benizri, I., Davies, Z., Navasartian Havani, A., Vallery, A), « Examen de jurisprudence (2012 À 2018) - Droit économique de l'Union européenne - Troisième partie - Droit européen de la concurrence », *Revue Critique de jurisprudence belge*, 2021, nr. 1, p. 107-247

Dony, Marianne, « Y a-t-il des points de friction, actuellement, entre les droits nationaux et le droit de l'Union ? – Entretien », *Journal de droit européen*, 2020, nr. 7, p. 319-321.

**FROMONT, LOUISE**, *La gouvernance économique européenne. Les conséquences constitutionnelles d'une décennie de crises*, Coll. Thèses – Droit de l'Union européenne, Bruxelles, Bruylant, 2022 à paraître).

Fromont, Louise, « Article 137 TFUE et Protocole n° 14 », in S. Adalid et M. Martucci (dir.), *L'Union économique et monétaire : commentaire article par article*, Bruxelles, Larcier, 2022 (à paraître).

Fromont, Louise, « Article 124 TFUE », in S. Adalid et M. Martucci (dir.), *L'Union économique et monétaire : commentaire article par article*, Bruxelles, Larcier, 2022 (à paraître).

Fromont, Louise, « Les mesures de relance économique de l'Union européenne », *Revue de l'Euro*, 2021 (à paraître).

Fromont, Louise, avec Arnaud Van Waeyenberge, « La liberté académique au sein de l'Union européenne : une première consécration jurisprudentielle », *Journal de droit européen*, 2021, nr. 5, p. 224-227.

Fromont, Louise, « L'impact de la nouvelle gouvernance économique européenne sur l'Union de droit », *Revue de droit et de criminologie de l'Université Libre de Bruxelles e-Legal*, 2021.

Fromont, Louise, « La relance économique européenne : éclairages à partir des enseignements tirés de la crise des dettes souveraines », *Revue de droit et de criminologie de l'Université Libre de Bruxelles e-Legal*, 2020.

Fromont, Louise, Bribosia, Emmanuelle, Rizcallah, Cécilia, et Rorive, Isabelle, « L'Europe face au poids des erreurs passées », *Politique, Revue belge de l'analyse et de débat*, n° 112, 2020, pp. 131 à 135.

**MEDARD INGHILTERRA, ROBIN**, *La réalisation du droit de la non-discrimination*, Issy-les-Moulineaux, LGDJ, coll. Bibliothèque de droit public, mars 2022, (à paraître), 872 p.

Medard Inghilterra, Robin, « Lanceurs d'alerte, discriminations et représailles : bâtir un régime protecteur, préventif et unifié », in Slama, S. et Foegle, J-P. (dir.), *Renforcer l'efficacité de la protection des lanceurs d'alerte : l'apport du droit comparé et des normes du Conseil de l'Europe*, rapport remis à la Mission de recherche Droit et Justice, 2022 (à paraître).

Medard Inghilterra, Robin, « Les statistiques au service du droit de la non-discrimination », *Les Cahiers de la lutte contre les discriminations*, n° 13, 2021/1, p. 85-103.

Medard Inghilterra, Robin, « Les contrôles au faciès et la diplomatie de l'action de groupe »,

*Revue des droits de l'homme*, n° 19, 2021.

Medard Inghilterra, Robin, « L'abstention électorale en droit public français », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, n° 1, 2021, p. 235-274

Medard Inghilterra, Robin, « La réalisation du droit de la non-discrimination », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, thèse n° 9, 2020.

**NAVASARTIAN HAVANI, A.**, & Briere, C. (2020), "Lex generalis and the Primacy of EU Law as a Source of the EU's Duty to Respect Human Rights Abroad : Lessons Learned from the Case-Law of the CJEU. CLEER Papers, 2020(1), 13-36.

Navasartian Havani, A. (2020). EU-Vietnam Free Trade Agreement: Insights on the Substantial and Procedural Guarantees for Labour Protection in Vietnam. *European papers* (Online. periodico). doi:10.15166/2499-8249/344

**RIZCALLAH, CÉCILIA.** *Le principe de confiance mutuelle en droit de l'Union européenne. Un principe essentiel à l'épreuve d'une crise de valeurs* (Droit de l'Union européenne), Bruylant: Bruxelles, 2020. 661 p.

Rizcallah, Cécilia ; Leloup, Mathieu. *Le mécanisme de coopération et de vérification : une source supplémentaire de protection de l'État de droit en Roumanie, au cœur d'un bras de fer relatif à la primauté du droit de l'Union.* In: *Revue des affaires européennes*, p. 389 - 395 (2021).

Rizcallah, Cécilia ; Bailleux, Antoine. *Les droits fondamentaux dans l'ordre juridique de l'Union européenne.* In: *Journal de droit européen*, Vol. 1, no.9, p. 426 - 437 (2021).

Rizcallah, Cécilia ; Van Drooghenbroeck, Sébastien. *Nomination des juges et « tribunal établi par la loi » Confirmation, évolution et révolution en marge de l'arrêt Guðmundur Andri Ástráðsson c. Islande de la Cour européenne des droits de l'Homme.* In: *Journal des tribunaux*, p. 573 - 580 (2021).

Rizcallah, Cécilia ; Van Drooghenbroeck, Sébastien. *Légalité et intangibilité de l'essence des droits Quelles balises pour le principe de proportionnalité dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ?.* In: Rahma Betirou Mathlouthi, *Proportionnalité, droits fondamentaux et juges, Actes du colloque international, 20 et 21 novembre 2019, Neuchâtel, Préface de D, L'Harmattan: Paris, 2021.*

Rizcallah, Cécilia ; Van Drooghenbroeck, Sébastien. . *Art. 52 : Limitations aux droits garantis.* In: Picod, Fabrice; Rizcallah, Cécilia; Van Drooghenbroeck, Sébastien., *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne Commentaire article par article* (Droit de l'Union européenne), Bruylant: Bruxelles, 2020, 1249 -1286.

Rizcallah, Cécilia ; Schabas, William ; Van Drooghenbroeck, Sébastien. *Article 4. Interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants.* In: Picod, Fabrice; Rizcallah, Cécilia; Van Drooghenbroeck, Sébastien., *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne Commentaire article par article*, Bruylant: Bruxelles, 2020, 111-123.

Rizcallah, Cécilia ; Picod, Fabrice ; Van Drooghenbroeck, Sébastien. *Introduction.* In: Picod Fabrice; Rizcallah, Cecilia et Van Drooghenbroeck, Sébastien, *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne Commentaire article par article*, Larcier: Bruxelles, 2020, p. 13 - 19.

**WEATHERBURN, AMY,** *Labour exploitation in human trafficking law* (Intersentia, 2021)

Weatherburn, Amy, & De Hert, Paul, 'Creating legal migration channels alone is not sufficient to minimise the risk of labour exploitation' in Adam, I., Adefioye, T., D'Agostino, S., Schuermans, N., & Trauner, F., (eds) *Migration, Equality and Racism - 44 Opinions* (ASP, 2021)

Weatherburn, Amy, & Wintermayr, Irene, ILO Study on access to protection and remedy for victims of human trafficking for the purpose of labour exploitation in Belgium and the Netherlands (ILO, April 2021)

Weatherburn, Amy, 'What is labour exploitation? The Belgian and British experience' *Archives of Criminology, Special Issue on Forced labour and child exploitation: Challenges, Perspective, and Social Context* (2021)

**WEYEMBERGH, ANNE**, Höhn, Christiane, Saavedra, Isabel (eds), *La lutte contre le terrorisme: ses acquis et ses défis / The fight against terrorism : achievements and challenges ; Liber Amicorum Gilles de Kerchove*, Bruxelles, Bruylant, 2021.

Weyembergh, Anne et Chevalier-Govers, Constance (dir.), *La création du parquet européen : simple évolution ou révolution au sein de l'espace judiciaire européen ?* Bruxelles, Bruylant, 2021.

Weyembergh, Anne, Sellier Elodie (dir.), *Criminal procedures and cross-border cooperation in the EU area of criminal justice*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2020.

Weyembergh, Anne et Wieczorek, Irene, « Norm diffusion as a tool to uphold and promote EU values and interests: A case study on the EU Japan Mutual Legal Assistance Agreement », *New Journal of European Criminal Law*, 2020, 11(4), p. 439-466

Weyembergh, Anne, (avec Espina Ramos, J., Ettenhofer, J., Falletti François), « Institutional framework for EU criminal justice cooperation : refining relations between the EJM, Eurojust and the EPPO », *Eucrim - the European Criminal Law Associations' Forum*, 2020, Issue 3, p. 218 - 220.

## 2) Participations à des colloques et journées d'études (liste non exhaustive)

**ARMENI, CHIARA**, intervention le 23 novembre 2020 intitulé 'Participation in the climate and health crises' dans le cadre du colloque annuel du Journal of Environmental Law (University of Oxford – en ligne)

Armeni, Chiara, Intervention le 11 mai 2021 dans le cadre du 'Instructor workshop - Climate change, the law and citizen empowerment: An interactive workshop' événement sur 'Sustainability and Business' Solvay Brussels School, Université libre de Bruxelles.

Armeni, Chiara, intervention du 13 septembre 2021 intitulé 'Place, Participation and Planning' University College London, Workshop on Taking Planning Seriously. London

**BOUNJOUA, ALI**, intervention sur « The EU's Response to the Foreign Terrorist Fighters Threat: An Illustration of a Continuum between EU Internal and External Security », dans le cadre de la conférence *Assessing the EU's capacity to act*, Université Libre de Bruxelles, 28 mai 2021.

**BRIBOSIA, EMMANUELLE**, Discutante de la contribution de E. Dubout portant sur « Le principe de non-discrimination », dans le cadre de la Table-ronde sur les droits fondamentaux dans l'Union « La Charte a 20 ans, ne parlons pas que de la Charte », KU Leuven, online, 21 juin 2021

Bribosia, Emmanuelle, Rizcallah Cécilia, *Principe de l'état de droit et nouveau rôle de la Commission européenne*, Colloque de la rentrée de l'Ordre français du barreau de Bruxelles (Bruxelles, 04/06/2021)

Bribosia, Emmanuelle, Contribution sur « Intersectionnalité, discriminations et droits des migrant·e·s : enjeux juridiques et recherches-actions » (avec I. Rorive), *Les catégorisations multiples des migrants. Pratiques et cadres intersectionnels*, journée d'étude organisée par le MAM, en ligne, 7 mai 2021.

Bribosia, Emmanuelle, Organisation avec l'équipe de l'Equality Law Clinic, organisation de la table-ronde « *Au-delà de « F » et de « M », repensons les catégories de sexe et de genre*, modérée par E. Bribosia qui a réuni C. Closon (Faculté des Sciences psychologiques et de l'Education, ULB), V. Piette (Doyenne de la Faculté de Philosophie et Sciences Sociales, ULB), D. Restrepo Amariles (HEC Paris et Faculté de droit et de criminologie, ULB), S. Schlitz (Secrétaire d'État fédérale à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité), ULB, 21 avril 2021.

Bribosia, Emmanuelle, Organisation de la Chaire Francqui 2020-21, octroyée à Eleanor Sharpston (ancienne Avocate générale à la Cour de justice de l'Union européenne), 12 heures de cours dont une leçon inaugurale (cours donnés en Master en droit et en MAS en droit européen), *Prendre l'Union de Droit au sérieux*, mars 2021.

Bribosia, Emmanuelle, Organisation d'un Module de formation sur le droit de la non-discrimination dans le cadre du *Certificat interuniversitaire « Les atouts de la diversité : prévenir les discriminations et promouvoir l'inclusion »*, (avec I. Rorive et J. Ringelheim), février 2021.

Bribosia, Emmanuelle, Chair EU-Japan webinar on the diffusion and contestation of the Sustainable Development Goals (SDGs), online, 23 November 2020

Bribosia, Emmanuelle, Modératrice du Panel IV « *Regards croisés des utilisateurs / Exchanging views from a user's perspective* », dans le cadre de la Conférence internationale *La Charte a 20 ans. Regards croisés pour un anniversaire – The EU Charter turns 20. Exchange of Views on an anniversary*, Palais d'Egmont, Bruxelles, 9 octobre 2020

**BURCHETT, JULIA**, intervention sur « *The capacity of the EU to prevent radicalisation leading to terrorism : between words and deeds* », dans le cadre de la conférence *Assessing the EU's capacity to act*, Université Libre de Bruxelles, 28 mai 2021.

**BRIERE, CHLOE**, Fromont, Louise, Navasartian Havani, Areg, et Puccio, Laura, organisation de la conférence en ligne « *La coopération transatlantique au-delà du CETA* », organisé par l'IEE-ULB, en collaboration avec l'ambassade du Canada auprès de la Belgique et du Luxembourg le 29 mars 2021.

Brière, Chloé, Intervention le 16 octobre 2020 intitulée « *Towards an international level playing field for addressing violations of human rights in the context of business activities ?* » dans le cadre du 3rd Jean Monnet NOVA-EU workshop « *Sustainable Europe and its global reach* » (événement en ligne organisé par l'université de Maastricht et le Centre for the Law of EU External Relations).

Brière, Chloé, Intervention le 5 novembre 2020 avec Dr. Tamas Molnar (Agence des droits fondamentaux de l'UE) intitulée « *the New Review Mechanism of the UN Smuggling Smuggling of Migrants Protocol : Challenges in Measuring the EU's and its Member States' Compliance* » dans le cadre du workshop « *The EU and its Member States' joint participation in international agreements* » (événement en ligne organisé par l'Université de Genève et l'Université de Groningen).

Brière, Chloé, Intervention le 8 mars 2021 dans le cadre du lancement du livre « *The Routledge Handbook on the International Dimension of Brexit* » (Routledge, 2021) pour présenter le chapitre « *Judicial cooperation in criminal matters* » (événement en ligne

organisé par l'Université de Salamanque, l'Université de Groningen et le réseau Jean Monnet European Papers).

Brière, Chloé, Intervention le 14 juin 2021 intitulée « Combating the crime human trafficking in cooperation with external partners: the challenges of coordination and accountability » dans le cadre de la conférence « Changing Landscapes in the EU Area of Freedom, Security and Justice » (événement en ligne organisé par the University of South Whales, VIRTUE Jean Monnet Centre of Excellence).

Brière, Chloé, Présidence le 29 mars 2021 du panel «Vers une action diplomatique commune dans les instances multilatérales » dans le cadre de la conférence « La coopération atlantique au-delà du CETA » (événement en ligne) organisée par l'IEE-ULB.

Brière, Chloé, Présidence le 28 mai 2021 du panel «Enhancing the synergies between internal and external counterterrorism strategies: towards a comprehensive approach» dans le cadre de la conférence European Union in International Affairs – Assessing the EU's Capacity to Act (événement en ligne) organisée par la VUB, l'ULB, Egmont, UNU-CRIS et University of Warwick.

Brière, Chloé, Présidence le 24 juin 2021 de l'apéro du droit européen «Falling through the cracks? Improving access to protection and remedies for victims of human trafficking for labour exploitation» (événement en ligne) organisé par le Centre de droit européen de l'ULB.

Brière, Chloé, Présidence le 30 juin 2021 de la conférence «Criminal cooperation beyond EU's borders» (événement en ligne) organisée dans le cadre de l'école d'été du réseau académique en droit pénal européen (ECLAN).

**COCQ, CÉLINE**, intervention sur « Finding a Path through Multi-headed Interregional Relations in Counterterrorism: The EU-ASEAN Dialogue », dans le cadre de la conférence *Assessing the EU's capacity to act*, Université Libre de Bruxelles, 28 mai 2021

**DONY, MARIANNE**, 10 décembre 2020, Accroissement des compétences de l'UE en situation de crise sanitaire: nécessité ou ingérence ? », Apéro du droit, Centre de droit européen, ULB.

Dony, Marianne, 3 décembre 2020, Conditionnalité de l'octroi de fonds européens au respect de l'état de droit, conférence débat, Cercle Librex de l'Université libre de Bruxelles.

Dony, Marianne, 16 octobre 2020, La Cour de justice de l'Union européenne, dernier rempart de l'Etat de droit, Conférence Centre d'Excellence Jean Monnet de l'Université Nice Sophia Antipolis

**FROMONT, LOUISE**, Présidence de panel et animation, « Accroissement des compétences de l'UE en situation de crise sanitaire: nécessité ou ingérence? », Apéros du droit européen, ULB, 10 décembre 2020.

Fromont, Louise, présidence le 29 mars 2021 du panel «La montée des préoccupations locales au sujet du commerce multilatéral et bilatéral et son impact » dans le cadre de la conférence « La coopération atlantique au-delà du CETA » (événement en ligne) organisée par l'IEE-ULB.

**MEDARD INGHILTERRA, ROBIN**, « La réalisation du droit de la non-discrimination. Analyse critique de l'action du législateur en droit français », séminaire du Centre Perelman de philosophie du droit et du Centre de droit européen de l'Université libre de Bruxelles, 20 octobre 2020.

Medard Inghilterra, Robin, « Dimensions multiples et intersectionnelles de la discrimination », séminaire du projet interdisciplinaire ARC "Les catégorisations multiples des migrants", Université libre de Bruxelles, 26 octobre 2020

Medard Inghilterra, Robin, Audition de groupe parlementaire relative à la réforme du droit de la non-discrimination en France, Assemblée nationale, 24 février 2021

Medard Inghilterra, Robin, « La discrimination fondée sur la précarité économique : analyse de droit comparé », séminaire du groupe de recherche Particulière vulnérabilité économique : éclairages sociologiques en vue d'une meilleure appréhension par le droit antidiscriminatoire, Université de Grenoble, 2 mars 2021

Medard Inghilterra, Robin, « Une pénalisation latente de la discrimination en matière de consommation ? Réflexions à partir de l'appel au boycott », séminaire du groupe de recherche Préférences et discriminations, Université Paris Nanterre, 23 mars 2021

Medard Inghilterra, Robin, « Les refus discriminatoires de scolarisation des enfants marocains en situation irrégulière à Melilla », journée d'étude du projet ARC 3 sur les catégorisations en matière de migration, Université libre de Bruxelles, 7 mai 2021

**NAVASARTIAN HAVANI, A.**, « For an Integrated Approach Towards Human Rights Considerations in Free Trade Agreements », Présentation au troisième EU-Nova Workshop "Sustainable Europe and its Global Reach" organisé par Maastricht University le 16 octobre 2020 (webinar en ligne)

Navasartian Havani, A., "Carrots or sticks? How the EU aims to Promote Human Rights Beyond its Borders", Présentation au 6e Jean Monnet Doctoral Workshop: "The Extraterritorial Application of EU Law: A Contribution to its Global Reach", organisé par l'Université de Bologne avec la coopération de UGroningen, KUL, Université de Genève, La Sapienza et l'Université de Pise, 18-19 mars 2021 (webinar en ligne).

**RIZCALLAH, CÉCILIA** ; Van Drooghenbroeck, Sébastien. *La constitutionnalité des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19 en questions*. Carrefour des stagiaires (Online, 15/01/2021).

Rizcallah, Cécilia; Gadbled, Robin. *When is the respect of the rule of law a "systemic" issue?* Re:Constitution Fellow Meeting (Online, du 10/02/2021 au 13/02/2021).

Rizcallah, Cécilia. *Les droits humains : types, sources et outils*. Académie des droits humains 2021 - Amnesty International (Bruxelles, online, 23/02/2021).

Rizcallah, Cécilia. *The Right to Judicial Independence in the European Union: An inquiry about the European Court of justice and the European Court of Human Rights' Actual and Potential Contributions*. RE:CONSTITUTION Fellow Talks (Online, 05/05/2021).

Rizcallah, Cécilia; Bribosia, Emmanuelle. *Principe de l'état de droit et nouveau rôle de la Commission européenne*. Colloque de la rentrée de l'Ordre français du barreau de Bruxelles (Bruxelles, 04/06/2021).

Rizcallah, Cécilia; Marique, Yseult. *L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux dans l'ordre juridique belge*. Midi du CIRC (Online, 11/06/2021).

Rizcallah, Cécilia; Davio, Victor. *The Requirement to Have Tribunals 'Established by Law' A Valuable Key Embedding the Rule of Law and the Separation of Powers in a Context of Trust*. Workshop Jean Monnet NOVA-EU: EU Democracy and Rule of Law (Maastricht University (Online, du 24/06/2021 au 25/06/2021).

**WEATHERBURN, AMY**, (with Wintermayr, I.) "Violation of labour rights versus trafficking for labour exploitation", La Strada International Anniversary Webinars (Online, 29 October 2020)  
Weatherburn, Amy, « Quelles réponses à la crise du COVID-19 pour protéger les droits des travailleurs et travailleuses migrants les plus vulnérables? » Covid-19 et droits fondamentaux

des travailleuses et travailleurs migrants colloque, Centre suisse de compétence pour les droits humains (Online, Berne, Switzerland, 11 December 2020)

Weatherburn, Amy, "Forced Labour in the Garment Industry", INTERNAction Webinar, (Online, February 2021)

Weatherburn, Amy, "Demand in the context of human trafficking for sexual exploitation" UNODC Regional Expert Group Meeting: "Trafficking in Persons for sexual exploitation, especially women and girls, through addressing demand in South-Eastern Europe" (Online, Dubrovnik, Croatia, 12 May 2021)

Weatherburn, Amy, (with Wintermayr I.), "ILO study on access to protection and remedy for human trafficking victims for the purpose of labour exploitation in Belgium and the Netherlands" (SIOD, Workshop over de Toegang tot bescherming en rechtsmiddelen voor slachtoffers van mensenhandel gericht op arbeidsuitbuiting (originally planned for June 2021, postponed to 22 October 2021 due to Covid-19).

Weatherburn, Amy, (with Wintermayr I.), "ILO study on access to protection and remedy for human trafficking victims for the purpose of labour exploitation in Belgium and the Netherlands" Dutch Ministry of Social Affairs and Employment, Department of Social Dialogue and Labour Migration (Online, 15 June 2021)

Weatherburn, Amy, "Regulating precarious work: are labour law enforcement mechanisms equipped for a reconceptualisation of labour exploitation beyond criminal law?" 19th ILERA World Congress: Making and breaking boundaries in work and employment relations (Online, Lund, Sweden, 21–24 June 2021)

Weatherburn, Amy, "An assessment of the FRA's fundamental rights monitoring mechanism. Case study on COVID-19 emergency measures adopted in Belgium", Human Rights in Pandemic Times Political Exceptionalism, Social Vulnerability & Restricted Freedoms International & European Perspectives (Palais Egmont, Brussels, 6 & 7 September 2021).

### 3) Collaborations extérieures

*(Appartenance à des sociétés savantes, mandats exercés auprès de revues ou dans des maisons d'édition, consultations, missions d'expert ou de consultant, encadrement de thèse de doctorat à l'étranger de l'ULB ...)*

Brière, Chloé, Membre du réseau belge FRA:NET, en charge de la section « Access to justice and violence against women » dans les rapports annuels sur la Belgique réalisé pour l'Agence européenne des droits fondamentaux (en collaboration avec François Catteau en 2020-2021).

Bribosia, Emmanuelle , Co-directrice avec Patrick de Fontbressin de la Collection « Droit et justice » aux Editions Anthémis (depuis 2015).

Bribosia, Emmanuelle , Membre du comité de rédaction du *Journal européen des droits de l'homme – European Journal of Human Rights*, De Boeck – Larcier (depuis 2013)

Bribosia, Emmanuelle , Collaboratrice scientifique auprès de la *European Antidiscrimination Law Review* ( depuis 2010)

Bribosia, Emmanuelle , Membre du Comité de rédaction des *Cahiers de droit européen* (depuis 1999)

De Bruycker, Philippe (avec Violeta Moreno-Lax ,Jennifer Allsopp, Evangelia (Lilian) Tsourdi, et Andreina De Leo), Étude « [The EU Approach on Migration in the Mediterranean](#) » réalisée pour la Commission LIBE du Parlement européen, publiée le 11 juin 2021.

Medard Inghilterra, Robin, Membre élu du Conseil scientifique de l'Institut des Amériques, Chargé des relations entre les pôles internationaux et le réseau GIS au sein de la commission « International » (2018-2020)

Medard Inghilterra, Robin, Coresponsable, avec Nicolas Hervieu et Jean-Philippe Foegle, des Lettres Actualités Droits-Libertés (Lettres ADL) de la *Revue des droits de l'homme* (2017-2020)

#### 4) Prix, distinctions et marques de notoriété scientifique

##### **Prix Alice Seghers**

Ce prix vise à récompenser une thèse de doctorat de l'Université libre de Bruxelles, en droit ou en sociologie, qui vise à améliorer la place de l'individu dans la société.

- Cecilia Rizcallah, lauréate du Prix Alice Seghers pour sa thèse de doctorat « Le principe de confiance mutuelle en droit de l'Union européenne. Un principe essentiel à l'épreuve d'une crise des valeurs ».
- Louise Fromont, lauréate du Prix Alice Seghers pour sa thèse de doctorat « L'impact de la nouvelle gouvernance économique européenne sur l'Union de droit »

##### **Autres**

Ali Bounjoua, Lauréat du Prix TFE de la Faculté de droit de l'ULB pour la finalité spécialisée droit civil et pénal (2020)

Medard Inghilterra, Robin, lauréat du prix Jean Rivero 2021, délivré tous les deux ans par l'Association française pour la recherche en droit administratif et l'Association française de droit constitutionnel, juillet 2021

Medard Inghilterra, Robin, lauréat du prix Louis Joinet 2021, dans la catégorie « Protection interne, européenne et internationale des droits fondamentaux », délivré par l'IFJD (auparavant Institut universitaire Varenne), juin 2021

Medard Inghilterra, Robin, qualification aux fonctions de maître de conférences en droit public, mars 2021

#### 5) Activités de coopération au développement et de vulgarisation

##### **Vulgarisation scientifique**

Briere, Chloé, "Parquet européen, enfin opérationnel : retour sur les enjeux entourant le début de ses opérations", Justice-en-ligne (15 août 2021), <https://www.justice-en-ligne.be/Le-parquet-europeen-enfin>. (libre accès)

Bribosia Emmanuelle, Interview pour le journal Le Soir « Faut-il une troisième case sur la carte d'identité ? », 9 novembre 2020

Bribosia, Emmanuelle, Mise sur pied d'une collaboration entre l'Institut d'Etudes européennes et le Théâtre national de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à l'occasion de la création du spectacle [The Quest de Cédric Eeckhout, Conférence/débat « Europe ? redéfinir la promesse européenne »](#), postposée au 8 mai 2021

Fromont, Louise, avec Arnaud Van Waeyenberge, « La justice européenne et la liberté académique », Justice en ligne, décembre 2020, <https://www.justice-en-ligne.be/-La-Justice-europeenne-et-la->.

Medard Inghilterra, Robin, publication des entrées « Apparence de discrimination » et « opinion politique », dans le *Dictionnaire de l'égalité et de la non-discrimination*, Tharaud, D. et Boyer-Capelle, C. (dir.), Paris, L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 2021.

Rizcallah, Cécilia. *The Principle of Mutual Trust in EU law in the Face of a Crisis of Values. The case of EU Judicial Cooperation*. In: *The European Association of Private International Law blog* (2021).

Weatherburn, Amy, *The EU Migration and Asylum Pact's muted position on protecting low-skilled migrants in the labour market*, Netherlands Human Rights Research Network Blog (February 2021).

Weatherburn, Amy, & Wintermayr, Irene, « *Effective access to remedy for victims of labour exploitation "nigh on impossible" without civil society support* » (La Strada International Blog, 11 June 2021).